



# Transparency International Cameroon

---

## **APERÇU DE LA METHODOLOGIE D'ELABORATION DE LA CARTOGRAPHIE DES RISQUES DE CORRUPTION DANS LE SECTEUR FORESTIER**

Yaoundé, Juillet 2014

# PLAN DE LA PRESENTATION

---

- I - INTRODUCTION
- II - GENERALITES SUR LA CORRUPTION
- III- METHODOLOGIE DE CARTOGRAPHIE DE LA CORRUPTION DANS LE SECTEUR FORESTIER
- IV- CAS PRATIQUE
- V- CONCLUSION



# INTRODUCTION

---

➤ Transparency International (TI) est l'organisation mondiale de la société civile qui lutte contre la corruption. Grâce à plus de 90 sections nationales à travers le monde et un secrétariat international à Berlin, nous sensibilisons sur les méfaits de la corruption et travaillons avec des partenaires tels que le gouvernement, les entreprises et la société civile afin de développer et mettre en œuvre des mesures efficaces pour y faire face.

➤ Transparency International Cameroun (TI-C) est la section nationale de TI. Créé en 2000, TI-C travaille depuis 13 années en étroite collaboration avec les organisations internationales, le secteur privé et des partenaires publics dans la lutte contre la corruption afin de promouvoir la bonne gouvernance et la démocratie dans le pays.

Afrique Centrale

Espace COMIFAC

TI-Cameroon

TI-Rwanda

TI-Cameroon

TI-Burundi

# Généralités sur la « corruption »

Transparency International a défini la corruption comme: «**l'abus d'un pouvoir reçu en délégation à des fins privées**».

il existe quatre types de corruption

Corruption active	Corruption passive	Grande corruption	Petite corruption
est le fait de proposer, à tout moment, directement ou indirectement, des offres, des promesses pour l'obtention d'un service en retour	est le fait de solliciter, d'agréer ou d'exiger, directement ou indirectement, des offres, des dons pour rendre un service relevant de sa fonction	<b>grande</b> , parce qu'elle est manœuvrée par les décideurs – cadres moyens, cadres supérieurs, élites au pouvoir.	<b>petite</b> parce qu'elle est le fait d'exécutants souvent appelés petits fonctionnaires qui n'ont aucun pouvoir de décision.

# Généralités sur la « corruption » (suite)

---

## Types de corruption associés au secteur forestier

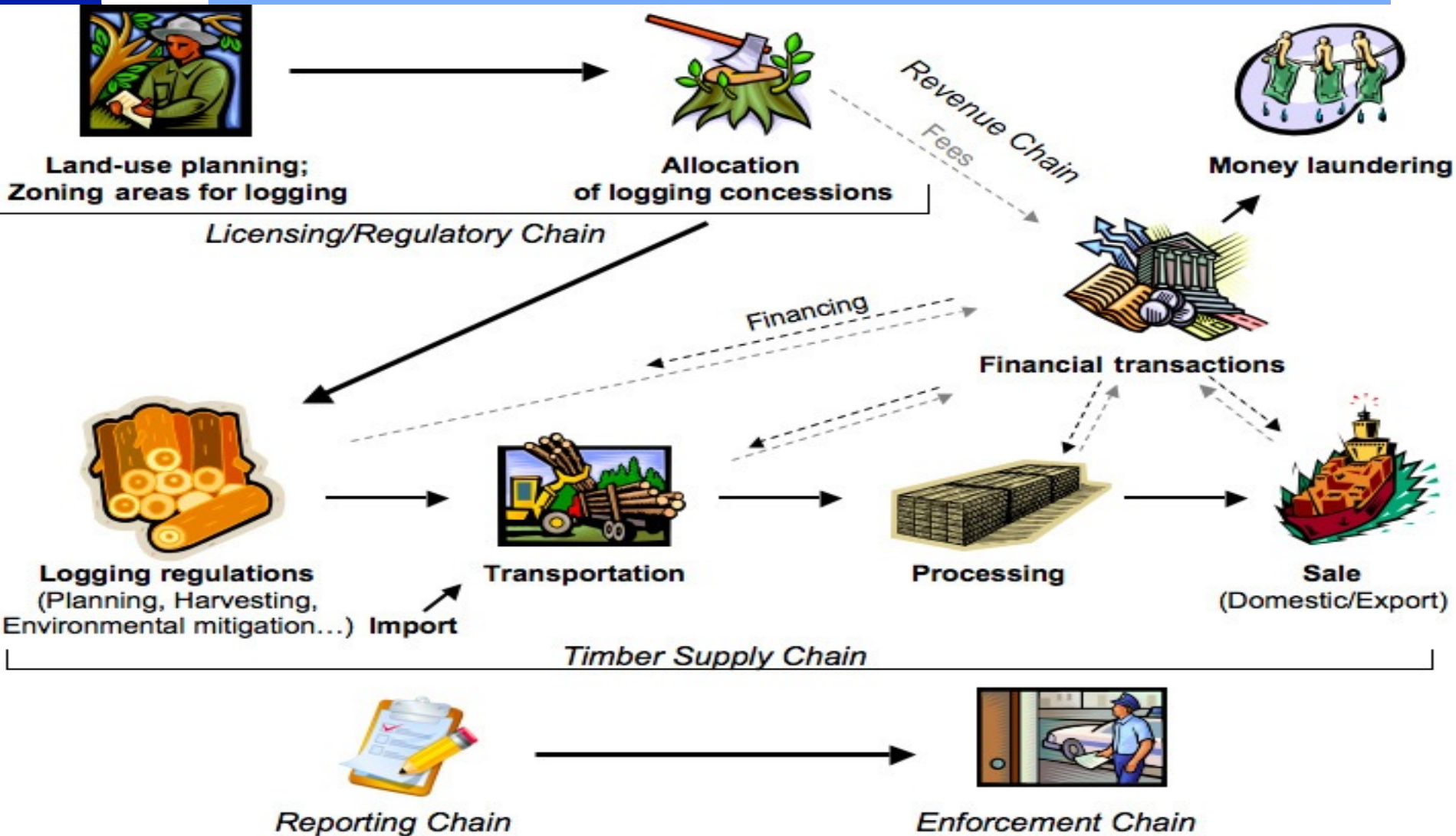
- Les pots-de-vin et les influences politiques peuvent être utilisés afin tant de faciliter la coupe illégale de bois sans les autorisations nécessaires que pour accéder aux moyen de concessions foncières discutables.
- Les fonctionnaires chargés de l'application de la loi reçoivent des dessous de table, pour fermer les yeux face aux camions qui transportent les rondins.
- Les certificateurs du bois peuvent recevoir des paiements en contrepartie du « blanchiment » des rondins d'origine illégale.
- Lorsque des violations de la réglementation sont mises à jour, la corruption judiciaire est susceptible d'écarter les poursuites et d'éviter toute reddition de compte privant ainsi les citoyens de tout recours en droit.
- Les transactions financières peuvent, elles aussi, faire l'objet d'actes de corruption, afin de dissimuler les traces documentées des ventes, ce qui permet que le commerce du bois illégal puisse se poursuivre.

# METHODOLOGIE DE LA CARTOGRAPHIE

## Les composantes de la gouvernance forestière

- 1) **La chaîne régulatrice/des permis:** Il s'agit du processus par le biais duquel sont adoptées les règles (les lois et les règlements) qui règlent l'approvisionnement en bois (c'est-à-dire, la formulation des politiques).
- 2) **La chaîne d'approvisionnement en bois :** Il s'agit du processus par lequel les politiques et les règles ci-dessus sont mises en œuvre, c'est-à-dire, la manière dont les forêts sont gérées et le bois ramassé, transporté, traité et vendu (et le cas échéant, exporté).
- 3) **La chaîne des revenus:** Il s'agit du processus par le biais duquel des taxes et des redevances sont payées, et les rentrées perçues par le gouvernement assignées.
- 4) **La chaîne des déclarations:** Il s'agit du processus au travers duquel les opérateurs et les régulateurs doivent documenter leurs opérations forestières et d'information, dans certain cas de figure, public.
- 5) **La chaîne de l'application de la loi:** Cette chaîne englobe tant les sanctions pénales que celles administratives, ainsi que le contrôle, le maintien de l'ordre et la condamnation au moyen d'amendes ou de l'incarcération, voire les deux.

# METHODOLOGIE DE LA CARTOGRAPHIE ( SUITE 1)



# METHODOLOGIE DE LA CARTOGRAPHIE ( SUITE 2)

---

## **Méthodologie**

- La première étape consiste à cartographier les pratiques de corruption («l'identification des problèmes»),
- La deuxième examine les impacts potentiels associés à chaque pratique et la probabilité que la pratique se produise effectivement.
- La troisième consiste à faire le produit de ces deux variables afin de, classer les pratiques en fonction de leur risque relatif.
- Afin de prioriser les pratiques de corruption, nous utilisons l'évaluation des risques afin de déterminer quelles pratiques sont les plus susceptibles de porter atteinte à la bonne gouvernance.
- Pour chacune des chaînes de gouvernance une carte générique de pratiques de corruption décrit les acteurs (tant au niveau national que local) et le type de menace associé à chaque pratique de corruption
- Pour aider à cela, un modèle simple de système qui décrit comment fonctionne la corruption dans le secteur forestier et une carte générique de pratiques de corruption ont été mis au point.



---

# CAS PRATIQUE

# CONCLUSION

---

- L'élaboration de cartographie des risques de corruption n'est qu'une étape dans l'analyse de la corruption dans le secteur forestier.
- elle ne permet que d'identifier et analyser les pratiques de corruption dans ledit secteur qui mettent ou qui mettraient davantage en péril la gouvernance.
- cette étape est précédé de l'identification des acteurs en relation avec les cinq composantes de la gouvernance forestières mentionnées plus haut dans la présentation.
- Et est suivie d'une analyse des instruments de LCC existants afin, d'évaluer les changements à opérer par rapport aux pratiques à plus haut risques.
- Il est donc important que la COMIFAC, après avoir franchi toute ces étapes, se dote d'un plan d'action de lutte contre la corruption et encourage les pays membres à s'y conformer.

